

«Malraux : la civilisation de la machine va finir...», entretien accordé à Cabell Bruce, *Paris-Match* [Paris], n° 1321, 31 août 1974, p. 38-40. (L'entretien a d'abord paru en anglais dans *Newsweek* [New York], le 12 août 1974.)

André Malraux

Malraux : La civilisation de la machine va finir...

Entretien accordé à Cabell Bruce

Dans une interview exclusive, l'auteur de La Tête d'obsidienne juge Giscard et la démocratie et condamne la science qui peut tout faire pour les hommes, sauf faire des hommes.

— Pour commencer, depuis les élections présidentielles, on dit que le gaullisme est fini. En êtes-vous d'accord ?

— Je ne suis pas du tout d'accord avec la nature de la question. Il n'y a pas de rapport entre les élections présidentielles qui sont un problème purement politique et le gaullisme qui est complètement autre chose. Ce qui continuait, c'était l'U.D.R. Mais ce qui s'appelle le gaullisme était inséparable de la personne du général de Gaulle. Le gaullisme était le ralliement du pays autour d'un homme qui l'avait incarné dans des circonstances absolument particulières : le 18 juin 1940. Il n'y a pas de successeur. Pompidou n'a pas fait de 18 juin et personne n'en a fait. Par conséquent, il y a un phénomène historique le jour de la mort du général de Gaulle. Et puis il y a un phénomène politique infiniment moins important qui, lui, a continué sous la forme de l'U.D.R. et certainement est en train de se modifier, mais les choses ne se recoupent pas.

L'U.D.R. peut se déclarer héritière du général de Gaulle et, mettons, les gens de Giscard d'Estaing ne pas le faire. C'est sans grande importance.

— Croyez-vous qu'il y a encore un courant gaulliste en France ?

— Oui, mais un courant gaulliste ne veut pas dire des élections pour tel ou tel groupe. Il y a un courant gaulliste dans ce sens que si demain il y avait un nouveau drame en Europe et s'il y avait quelqu'un qui fasse un nouveau 18 juin, la France ne penserait pas à ce moment-là qu'elle est perdue, dégonflée, par terre, etc. Elle penserait qu'il y a un recours. Le général de Gaulle a mis dans la tête des Français que, au pire moment... au pire moment, il y avait un recours. Mais je répète que ce n'est pas une formule politique.

— Que pouvons-nous espérer du nouveau gouvernement ?

— Je suis tout à fait certain que Giscard est un homme très intelligent. Mais je crois qu'il est beaucoup trop tôt pour le dire. Il faudra qu'on attende jusqu'au mois d'octobre avant qu'on puisse sérieusement critiquer ou louer.

— Pensez-vous qu'avec la majorité actuelle la politique française risque de retomber dans le jeu des partis des III^e et IV^e Républiques ?

— Oui. Mais manifestement Giscard va essayer de ne pas y retomber. Maintenant, je veux vous signaler qu'il y a un retour relatif aux jeux des partis. Mais il y a aussi la crise de la démocratie mondiale. Il y a les démocraties et puis il y a des techniques. Je veux dire que toute démocratie n'est pas forcément parlementaire. Elle peut avoir toutes sortes d'autres moyens d'expression. On peut très bien supposer que le chef de l'Etat consulte par la télévision les citoyens. La démocratie telle qu'elle est, telle qu'elle était fondée en Amérique et en France, qui est née d'une majorité extrêmement ferme... je veux dire que, qu'il s'agisse des Américains, qu'il s'agisse des Français, nommément J.-J. Rousseau, c'était au fond la lutte des ordres. On ne parlait pas encore de la lutte des classes, mais de la lutte des ordres, et quand Rousseau parlait de la volonté générale, ça voulait dire le Tiers Etat contre les privilèges. Mais dans ces pays on ne peut pas le

discuter, c'étaient des majorités de 80 à 90 %. L'idée démocratique est la même chose pour les Anglais qu'aux Etats-Unis.

La notion de majorité telle qu'elle s'était élaborée chez nous et chez vous était une notion très forte et très claire. Or, au fur et à mesure que l'histoire se déroule, nous sommes en train d'arriver à des majorités infimes : l'élection du président Kennedy, l'élection de M. Rabin, l'élection de M. Wilson ainsi que l'élection de Giscard, ce sont des élections qui sont faites à 1 %. Or, il se passe là quelque chose de très grave parce que ce qui soutenait la morale, c'était qu'il y ait entre la minorité et la majorité une véritable différence, une différence écrasante. A partir du moment où vous avez une toute petite différence, la légitimité devient excessivement douteuse. Vous connaissez la célèbre phrase anglaise. Le Premier ministre anglais qui dit : «Si je dois gouverner avec une voix de majorité, je gouvernerai avec une voix de majorité.» Eh bien, c'est très bien, mais il ne gouvernera pas très bien, on ne gouverne pas longtemps avec une voix de majorité, d'abord parce que ceux qui ont perdu la voix ont tendance à dire qu'on a truqué les élections. Ensuite les 49 % plus l'énergie, ça devient la majorité. Enfin chez vous comme chez nous, dans tous les Etats démocratiques, il y a toujours eu un assez grand nombre de non-votants. Ce qui veut dire que quand vous êtes un gouvernement à 51 % vous êtes un gouvernement minoritaire puisque vous êtes 51 % des voix, mais si vous comptez les citoyens, vous êtes en dessous de la majorité. Alors je crois que nous parlons de l'une des choses capitales de notre époque.

Parce que ça, c'est depuis la guerre. Avant, les majorités dans les démocraties étaient importantes. C'est le destin historique du monde qui diminue, à tel point que nous arrivons évidemment à quelque chose d'excessivement faible. Si les révolutionnaires avaient dû dire «on va remplacer le roi par cinquante et un citoyens contre quarante-neuf, personne ne les auraient suivis. Seulement ce qu'ils ont dit, c'est qu'il y aura les citoyens, puis de l'autre côté les privilégiés. C'est un tout petit peu le coup du parti communiste.

— Pensez-vous que les gaullistes vont agir en commun avec Giscard ou pas ?

— Il faudra qu'on attende encore quelques mois avant qu'on puisse déterminer le succès ou l'efficacité des réformes de Giscard d'Estaing. Si elles réussissent, les gaullistes vont sans doute se rallier autour du président. Après tout, c'est lui le pouvoir. En revanche si les réformes échouent, ces mêmes gaullistes vont s'unir contre lui. De toute façon, Giscard le sait, ainsi que les gaullistes.

— Pompidou dit dans *Le Nœud gordien* que le fascisme lui paraît en définitive plus près de nous que le totalitarisme communiste. Etes-vous d'accord ?

— Je crois que nous ne sommes très près ni de l'un ni de l'autre. En ce qui concerne le vrai fascisme, c'est-à-dire les nazis, parce qu'on n'a pas attaché grande importance au fascisme italien, après tout le fascisme, c'est italien. Il a contre lui quelque chose qui ne tient pas au fascisme, Qu'est-ce que c'est le fascisme ? Un peuple, un parti, un chef. Il a contre lui quelque chose qui ne tient pas du tout à ça. Nous savons que le fascisme a derrière lui des camps de concentration. Et la raison pour laquelle Hitler n'est pas redevenu très vite populaire comme l'a été Napoléon, ce sont les camps de concentration. Alors je crois que pendant au moins une bonne génération, celle de la vôtre, le retour au fascisme sera impossible.

On peut inventer autre chose qui a certains caractères du fascisme. Par exemple le césarisme. Mais on ne peut pas ressusciter le système fasciste. Il est trop lié à un souvenir que l'humanité n'acceptera pas. Alors quant au communisme, quand Pompidou parlait d'une menace communiste, eh bien ! j'aimerais savoir où elle est. Qu'il y ait des menaces relativement âpres, ou des partis non communistes dans une lutte parlementaire et même sociale, bien entendu, mais dans quel pays depuis la guerre le communisme a-t-il pris le pouvoir autrement qu'au moyen de l'Armée rouge ? Un seul : Cuba. Et à l'échelle mondiale ça fait petit. Donc je crois que la menace communiste, il ne faut pas exagérer.

— La presse française a suggéré que l'incident de Brescia, en Italie, a signalé un retour au fascisme. Etes-vous d'accord ?

— Ecoutez, ça me paraît une énorme blague. Mon sentiment, c'est que les néos, ça ne marche jamais. Et j'en dirai autant des néo-communistes. Le fascisme a été une certaine réalité historique. Il est né dans des conditions tout à fait déterminées avec un homme qui après tout n'était pas rien, qui est Mussolini. Et il s'est constitué dans cette Europe-là, avec ces Etats-Unis-là, avec une carte mondiale qui était celle-là.

Dire que demain l'Europe pourrait retrouver ces conditions-là... Je ne vois pas en quoi elle les retrouverait. Alors si ça veut dire : y aura-t-il un parti de droite ? Mais ça, c'est tout à fait autre chose que le fascisme. D'abord parce que la droite, on ne sait pas tellement qu'est-ce que ça veut dire. Tandis que fascisme on le savait très bien.

— Tout le monde se dit libéral. Pourquoi n'existe-t-il pas de parti libéral important en Europe ?

— Nous assistons à une chose tout à fait curieuse : plus les gens se disent libéraux et bien moins le libéralisme peut prendre une forme politique. Et il peut y avoir plusieurs explications. La première serait celle-ci : dans une civilisation comme la nôtre, il est douteux qu'une économie libérale puisse exister ou est-ce que c'est simplement du bavardage ?

On ne peut toujours appeler une attitude humaine ou bien libérale ou bien réactionnaire, mais on ne peut pas parler de l'économie de la même façon quand d'un côté, nous avons le capitalisme qui cherche à garder les propriétés privées comme moyen de production et quand, de l'autre côté, le marxisme cherche à collectiviser ces mêmes terrains privés pour la production. Le mot libéral ne veut pas dire grand-chose parce que c'est purement une référence à la réalité de l'Ouest.

— Que devait être le rôle de la France dans une Europe qui cherche l'unité ?

— L'Europe ne cherche pas l'unité. Elle ne cherche rien. Maintenant elle désire une Europe mythique que nous désirons tous, d'ailleurs, mais qui malheureusement n'arrive pas à prendre forme en tant qu'organisation administrative, politique ou militaire. Rien

de tout ça ne me paraît très sérieux. Au point de vue économique, la crise du pétrole nous a montré qu'il n'y a pas d'Europe. Et tout le reste le montre aussi.

De ma part, je crois que la possibilité européenne existera du moment où il y aura un ennemi commun : c'est comme ça que se sont formés les Etats-Unis. S'ils ne s'étaient pas unis contre les Anglais, ils n'existeraient pas aujourd'hui. Si nous avons un ennemi commun, c'est qu'on gagne. Est-ce que l'Asie est l'ennemi commun ? Mon sentiment est que jamais nous ne nous battons. Mais un ennemi important pourrait exister dans les cinquante prochaines années et ce serait l'humanité elle-même. On constate maintenant qu'au point de vue biologique et social, notre civilisation atteint un sommet de pouvoir jamais réalisé.

Nous sommes la première génération d'une espèce s'appelant l'homme, aussi forte que la terre. Notre bombe atomique peut écraser la terre et cette possibilité n'a jamais existé avant. Traditionnellement, nous avons toujours cru que la science n'existe que pour faire avancer le progrès de l'homme. Mais maintenant il nous faut admettre ses possibilités destructives : nous avons des antibiotiques, mais nous avons la bombe atomique aussi. Et il est possible qu'on développe des obstacles qui concernent non seulement les nations mais toute la race humaine. Dans une telle situation, je crois que les liens entre les pays se formeraient plus facilement et avec plus de réalisme : il n'y aurait plus de promesses. Tout le monde sera affecté, parce que les menaces contre leur ordre biologique et social sont sérieuses et universelles. Prenons par exemple la menace d'un manque d'eau. C'est très sérieux. Et tout le monde connaît la pollution. Supposons qu'elle commence à être une vraie menace pour l'Europe. Elle serait poussée à prendre quelque action commune. Et au moment où elle s'unirait pour atteindre un but prédéterminé, son unité grandirait, probablement.

— Les courants intellectuels tels que l'existentialisme et le structuralisme ont marqué la pensée française de l'après-guerre. Que se passe-t-il aujourd'hui ?

— Première chose : vous dites «qui ont marqué la pensée». La pensée, c'est beaucoup dire. Je crois que le structuralisme, l'existentialisme et tout le reste, ceux-ci sont en réalité des fins de quelque chose. Et d'autre part dans la génération qui précède, qu'est-

ce qui a été vraiment important ? Pas Bergson, mais Freud et Marx. C'est-à-dire pas de doctrine philosophiques. Et je pense que la réponse à votre question est la même. Je pense que ce qui va être absolument capital dans cinquante ans concernant notre époque, ce ne sera pas du tout les doctrines philosophiques comme l'existentialisme qui seront devenues des histoires pour techniciens. Ce sera la façon dont l'humanité essaiera de prendre conscience de l'ensemble de ses découvertes. Vous savez, en biologie, l'être humain a appris plus depuis la guerre que depuis qu'il existe. Et il n'y a pas qu'en biologie. Alors ce changement de l'univers énorme auquel nous avons affaire qui se passe depuis un siècle – depuis 1870 où vous avez une série de faits énormes : Marx, l'hégémonie allemande sur le continent, l'entrée du Japon dans l'Histoire – fait que nous ne disposons plus de notre vieille civilisation. D'abord, ce fut la machine et maintenant, bien sûr, c'est un état d'esprit. Si, par exemple, Einstein devait parler avec Voltaire, avait dû parler avec saint Augustin, eh bien, ils auraient très bien pu bavarder. Alors je crois que ce qui sera d'importance durable, ce seront ces découvertes que nous avons transformées en concepts.

De quoi l'humanité sera-t-elle devenue consciente ? C'est une question encore sans réponse. Parce que ces immenses découvertes sont des découvertes de spécialistes. Or un peu plus tôt, un peu plus tard, elles deviennent moins spécialisées parce qu'elles acquièrent une nouvelle et différente signification. Le processus commence avec une réaction en chaîne, ce qui n'est pas autre chose qu'un point de vue de spécialiste. Ajoutez qu'un certain nombre de nos découvertes sont empiriques, toutes celles de la chimie du cerveau, par exemple. Par conséquent, d'ici à cinquante ans, il est à peu près certain que l'humanité aura transformé cet empirisme en une science véritable. C'est-à-dire qu'on peut, à l'heure actuelle, soigner des malades assez facilement, mais on ne sait pas pourquoi. Mais on le saura dans cinquante ans.

En somme votre question consiste à demander quelle doctrine succédera à nos doctrines, succédera à nos doctrines traditionnelles. Ma réponse serait que je ne crois pas que ce soit des doctrines. Je crois que ce sont de vastes domaines de connaissances qui vont se substituer à d'autres vastes domaines de connaissances maintenant acquis, dont les deux symboles seraient au fond la relativité et la psychoanalyse, c'est-à-dire des

domaines de pensées qui sont liées à des doctrines. Il y a une doctrine marxiste, mais vous voyez, ce que je veux dire quand je dis que ce n'est pas la même chose que l'existentialisme, parce que Marx traite du domaine de l'économie tandis que l'existentialisme traitait des idées.

— Croyez-vous qu'une renaissance culturelle s'annonce sur le plan international ? En France ?

— Non. Partout la Renaissance a été liée à une série d'événements, en particulier les grandes découvertes, et nous ne voyons pas en ce moment les événements auxquels nous avons à répondre. Ce n'est pas qu'il n'y en ait pas, car il y en a beaucoup, mais ils ne sont pas encore dégagés. Par exemple, ç'a été une découverte énorme d'aller sur la Lune. Nous ne sommes ni menacés ni appelés par le profit de cette entreprise. En tant que découverte, tout ce qu'elle paraît signifier, c'est beaucoup d'argent pour les astronautes.

Je crois que le drame de la civilisation actuelle c'est cela. Le XIX^e siècle a eu en fait un dieu, qui ne s'est pas appelé ainsi mais qui en était bien un car c'était une valeur suprême : c'était la science. Et la science était excessivement forte compte tenu de ce qu'elle résolvait. Elle apportait des progrès considérables. Pour les questions métaphysiques, elle disait : nous ne pouvons pas les résoudre mais c'est parce que la science est toute jeune et le vingtième siècle les résoudra. Si vous prenez Renan, il le dit noir sur blanc. Nous, nous savons très bien que la science a un passif. Que ce n'est pas Marx qui avait raison sur les guerres du vingtième siècle, mais Nietzsche qui a dit que le vingtième siècle serait le siècle des guerres nationales, et il avait tout à fait raison. Donc nous croyons davantage que la science, c'est la science qu'on connaît plus celle qu'on ne connaît pas. Pour nous, c'est ce qu'on connaît... Conséquence : son importance est très réduite. En même temps, que son impact diminuait, on s'était aperçu que l'homme n'était pas un objet pour la science. C'est-à-dire qu'on supposait que lorsque ces sciences auraient atteint leur objectif, l'homme serait connu. Mais au moment où la recherche commande, il se présente comme un inconnu. Donc, quand on parle de science humaine, on ne parle pas d'une connaissance établie de l'homme. On parle

d'une connaissance à établir. Alors on commence à s'apercevoir que l'accord de l'homme avec lui-même reposait sur la formation de l'homme qui n'a rien à voir avec le domaine scientifique. La science peut tout faire pour les hommes, sauf faire des hommes.

Comment est-ce que les hommes étaient formés ? Evidemment par des méthodes comme la famille, comme la nation. Ce qui formait l'homme, c'était l'acceptation d'un type exemplaire. Et cela est tellement connu que les pays qui ont assuré une formation remarquable de l'homme ont des mots pour le désigner que les autres n'ont pas. Par exemple, le mot *gentleman* n'a pas d'équivalent en Europe. Et, avant, il y en avait un autre et c'était *caballero*. Quand l'Espagne a eu un type humain que tous les Espagnols reconnaissent, il y a eu une formation de l'homme espagnol et une très grande Espagne. Et, après, il y a eu l'empire britannique, qui est probablement le dernier exemple d'une structure impériale. Alors l'humanité, en ce moment, est obligée d'arriver à trouver un moyen de former l'homme et elle sait que la science ne le fera pas. C'est exactement là qu'est le drame de la jeunesse. D'être contre le moyen fourni de la science. Plus la science se développe et plus la formation de l'homme s'affaiblit.

Donc je ne crois pas en une renaissance culturelle dans le présent, parce que je crois que, tant que ce problème ne sera pas résolu, aucune renaissance culturelle n'est possible.

En ce moment, les deux pays où une certaine renaissance serait possible sont naturellement l'Union soviétique et la Chine. C'est-à-dire les deux pays où la notion de l'homme est acceptée. Vous voyez, les Russes ont le mot *bolchevik*, qui a exactement le même poids que le mot *gentleman*. Il y a un type exemplaire ou imaginaire, mais reconnu, qui domine la pensée soviétique. Mais ce problème-là, en Occident, n'est pas résolu. Et, à mon avis, c'est le plus important problème auquel nous ayons affaire.

— Vous avez écrit, dans *La Tête d'obsidienne*, que la civilisation occidentale a touché à sa fin. Que prévoyez-vous pour l'avenir ?

— Ce n'est pas la civilisation occidentale qui touche à sa fin, mais la civilisation née de la machine; en somme, la machine est devenue maîtresse du monde. On gagne beaucoup d'argent avec ces machines, mais, une fois l'argent gagné, qu'est-ce que vous faites avec votre argent ? Ou bien vous faites d'autres machines ou bien vous investissez cet argent dans des banques. Et c'est un geste purement symbolique, parce que les banques, à leur tour, investissent l'argent dans des machines. Autrement dit, à partir du moment où vous avez un pouvoir fondé sur la machine, tous les investissements, même dans un régime communiste, vont vers les machines. Donc il y a une lutte entre nous et les machines. Cette civilisation, qui a commencé avec Napoléon, est en crise, cela ne fait aucun doute.

Interview de Cabell Bruce © Newsweek.